

## Burundi : la police empêche une manifestation de la société civile

@rib News, 08/04/2011 â€“ Source AFPLa police du Burundi a empêché vendredi une manifestation de responsables de la société civile dénonçant les lenteurs de la justice pour juger les responsables présumés de l'assassinat d'un activiste anti-corruption en 2009, a-t-on constaté sur place. "Nous demandons que justice soit faite car deux ans après l'assassinat de Ernest Manirumva, son procès n'a pas encore abouti", a déclaré Pacifique Nininahazwe, président du Forum pour le renforcement de la société civile (Forsc), une plate-forme qui comprend plus de 150 associations. Plusieurs dizaines de manifestants, responsables d'associations et représentants de la société civile, ont tenté de se regrouper à proximité du palais de justice de Bujumbura. Ils ont immédiatement dispersés par les nombreux policiers présents. Au moins deux activistes ont été interpellés par les policiers, dont Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome). Le vice-président de l'Olucome, Ernest Manirumva, avait été poignardé à son domicile dans la nuit du 8 au 9 avril 2009, par des inconnus qui avaient emporté des documents. Le procès des assassins présumés de M. Manirumva qui a débuté en juillet 2009 en est toujours aux questions de procédure. La Cour d'appel de Bujumbura s'est dessaisie de ce dossier fin janvier et l'a renvoyé devant le tribunal de grande instance. Seize personnes sont poursuivies dans cette affaire dont cinq en fuite. L'Olucome les considère comme des bouc-émissaires. Les parties civiles réclament, en vain jusqu'à présent, des tests ADN de plusieurs hauts responsables sécuritaires du pays, dont le chef des services secrets, le directeur général adjoint de la police ou encore le commissaire général de la 1e région de police, relayant une recommandation du FBI qui a participé à l'enquête. "De qui la justice burundaise a peur ?", "non à l'impunité", "pourquoi les personnalités citées dans les différents rapports sur Manirumva ne sont pas auditionnées?", proclamaient les pancartes des manifestants. "La police a interpellé deux personnes qui ont pris part à une manifestation illégale et interdite", a indiqué le colonel David Nikiza, commissaire de la 1e région de police (ouest), ajoutant "qu'elles étaient en train d'être interrogées". "Nous demandons qu'elles soient relâchées immédiatement. C'est un comble de voir arrêter ceux qui ont perdu un proche alors que des assassins sont en liberté", a accusé le président du Forsc.